

FONDS ÉCOLEADER

SOUTIEN
AUX ENTREPRISES
EN ESSOR
ÉCORESPONSABLE

GUIDE DU DEMANDEUR
Programme de financement

Volet 1 – Entreprise

AVRIL 2023

UNE COLLABORATION DE :

Québec 

 **FONDS D'ACTION
QUÉBÉCOIS**
pour le développement durable

 centre
québécois de
développement
durable

écotech
Québec

TABLE DES MATIÈRES

1. Présentation	3
2. Objectifs	3
3. Généralités	4
4. Définitions	5
5. Description du volet 1 – Entreprise.....	7
5.1 Objectif spécifique.....	7
5.2 Clientèle admissible.....	7
5.3 Clientèle non admissible.....	7
5.4 Projets admissibles.....	8
5.5 Projets non admissibles	9
5.6 Durée du projet	10
5.7 Fin de la période de dépôt de projets.....	10
5.8 Procédure de dépôt d’une demande d’aide financière.....	10
5.9 Aide financière	12
5.10 Dépenses admissibles et non admissibles	13
5.11 Versement de l’aide financière	14
6. Assistance au dépôt d’un projet.....	15
7. Retombées potentielles des projets	16

1. PRÉSENTATION

Le Fonds Écoleader est une démarche intégrée et structurante visant l'adoption de pratiques d'affaires écoresponsables et de technologies propres par les entreprises présentes sur le territoire québécois.

Le Fonds Écoleader doit contribuer à améliorer le bilan environnemental des entreprises québécoises et accroître, par le fait même, leur compétitivité, notamment au moyen des actions suivantes :

- la réduction de l'intensité dans l'utilisation de matières premières;
- la réduction de l'intensité dans l'utilisation d'énergie;
- la réduction de l'émission de polluants, dont les gaz à effet de serre (GES);
- l'augmentation de la recyclabilité des produits;
- l'extension de la durée de vie des produits;
- l'approvisionnement écoresponsable;
- l'écoconception;
- l'économie circulaire;
- toutes mesures améliorant la performance environnementale des entreprises, tout en engendrant des co-bénéfices sociaux, économiques et de gouvernance.

2. OBJECTIFS

Le Fonds Écoleader vise les objectifs suivants :

- recruter, orienter, former, conseiller et financer les entreprises souhaitant améliorer leur performance environnementale;
- rejoindre 50 000 entreprises, soit environ 20 % des entreprises québécoises, d'ici mars 2024, afin qu'elles adoptent des pratiques d'affaires écoresponsables et des technologies propres;
- s'assurer que 35 % des projets financés préparent les entreprises à l'adoption et à l'achat de technologies propres.

Le Fonds Écoleader est composé des trois leviers stratégiques suivants :

- **un programme de financement pour les soutenir;**
- un [réseau de conseiller\(e\)s en pratiques d'affaires écoresponsables et technologies propres](#) partout au Québec pour les guider;
- des outils pour faire cheminer leurs démarches et réflexions.

Le ministère de l'Économie, l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) a confié l'administration du programme de financement du Fonds Écoleader au Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD). Ce dernier est appuyé par Écotech Québec pour l'analyse des projets de technologies propres.

Dans le but d'atteindre les objectifs du programme, les gestionnaires du Fonds Écoleader se réservent le droit d'en réviser les critères en tout temps.

3. GÉNÉRALITÉS

Dans le cadre de son programme de financement, le Fonds Écoleader dispose d'une enveloppe répartie sur un an visant à appuyer les entreprises dans l'adoption de pratiques d'affaires écoresponsables et de technologies propres.

Des mesures concrètes telles que la réalisation de diagnostics et d'études, l'élaboration de plans d'actions, ainsi que les démarches d'accompagnement dans la mise en œuvre de pratiques écoresponsables et dans la préparation à l'adoption de technologies propres pourront ainsi être soutenues.

Le programme de financement se divise en deux volets :

- volet 1 – entreprise : **visé à concrétiser des projets individuels d'entreprises souhaitant répondre à leurs enjeux environnementaux spécifiques;**¹
- volet 2 – cohorte d'entreprises : **visé à concrétiser des projets regroupant plusieurs entreprises pour les aider à adopter des pratiques d'affaires écoresponsables et à se préparer à l'adoption de technologies propres, dans un contexte de partage d'expériences et de ressources. Les projets réalisés dans ce volet doivent donc favoriser une plus grande efficacité en termes de coût par entreprise. Des économies d'échelles liées à la réalisation de mesures communes et à la réduction de frais de déplacement doivent être démontrées dans ce type de demande.**²

Chacun de ces volets présente des particularités selon que le projet vise l'adoption de pratiques écoresponsables et/ou la préparation à l'adoption de technologies propres. Il convient de noter ce qui suit :

- > **Une pratique écoresponsable** se définit, dans le cadre de ce programme, comme une pratique de gestion qui vise à améliorer le bilan environnemental de l'entreprise, tout en augmentant sa performance économique et sa productivité.
- > **Une technologie propre**, dans le cadre de ce programme, se définit comme un bien, un équipement, un produit ou un matériau permettant de mesurer, de prévenir, de limiter, de réduire ou de corriger les atteintes à l'environnement, y compris ce qui permet d'économiser les ressources ou qui porte moins atteinte à l'environnement par rapport à sa contrepartie dans le marché.

La modification d'équipements existants par l'achat et l'installation de biens et de quincaillerie usuels (p. ex. des tuyaux, des valves, des ampoules) n'est pas considérée comme une technologie propre.

À titre indicatif, voici une liste de secteurs d'activités couverts par les technologies propres :

- la gestion des déchets non dangereux;
- les technologies des transports;
- la production de biomatériaux;
- la gestion et le traitement de la pollution atmosphérique ou des gaz d'échappement;
- la gestion des eaux usées industrielles et des eaux d'égout;
- la réduction, le recyclage et le traitement de l'eau potable;
- le traitement des eaux souterraines, des eaux de surface, du lixiviat;
- le traitement des sols, des sédiments et des boues;
- la production d'énergie propre et la bioénergie;
- les technologies d'efficacité énergétique;
- le stockage de l'énergie et les réseaux intelligents.

¹ Les projets réalisés dans le volet 1 doivent viser les activités ou les établissements de l'entreprise qui dépose la demande, c'est-à-dire ceux associés au numéro d'entreprise du Québec (NEQ) inscrit dans le formulaire de demande.

² Il est à noter que si l'actionnaire majoritaire d'une entreprise requérante possède plus d'une entreprise incorporée ayant des activités similaires (p.ex. un gestionnaire immobilier possédant des édifices incorporés individuellement), il doit faire une demande d'aide financière dans le volet 2 – Cohorte d'entreprises pour tout projet touchant des mesures communes à plus d'une de ses entreprises.

4. DÉFINITIONS

Contribution privée : Contribution financière provenant de l'organisme demandeur, d'entreprises membres de cohortes, d'un partenaire privé, d'un partenaire communautaire ou de l'autofinancement d'un établissement. Les prêts sont considérés comme des contributions privées seulement s'ils proviennent d'une source privée. Dans tous les cas, une lettre de confirmation de financement doit être fournie.

À noter

Démarche globale de développement durable : Dans le cadre du programme, selon les critères établis par le FAQDD, une entreprise réalise une démarche globale de développement durable lorsqu'elle :

- Favorise une démarche visant de façon prioritaire des enjeux sociaux ou économiques;
- N'inclut pas d'enjeux environnementaux précis dans sa démarche, et ne présente aucune retombée environnementale spécifique.

Démarche stratégique de développement durable : C'est une démarche qui intègre le développement durable dans l'ensemble du modèle d'affaire de l'entreprise selon une vision transversale. Ce type de pratiques écoresponsables inclut l'engagement, la structuration, la planification (bilan, stratégie et plan d'action), la mise en œuvre, la mesure et la reddition de comptes, puis la réévaluation.

Entreprise à but lucratif : Entité établie pour un temps indéfini dans le but de réaliser des profits et dont les titres de propriété sont généralement transférables et susceptibles de procurer un profit à son propriétaire exploitant, à ses associés ou à ses actionnaires, ou de leur occasionner une perte³.

Entreprises d'économie sociale : Entreprises reconnues au sens de la Loi sur l'économie sociale, c'est-à-dire les coopératives, les mutuelles ou les organismes à but non lucratif qui vendent ou échangent des biens et services pour répondre aux besoins de leurs membres ou de la communauté qui les accueille. **Les entreprises d'économie sociale doivent démontrer qu'elles répondent aux critères de la Loi sur l'Économie sociale et que leur viabilité financière repose à plus de 40 % sur des revenus autonomes tirés de leurs activités économiques, notamment grâce aux données financières des trois dernières années.**⁴

Voici la liste des entreprises constituées en coopératives, mutuelles ou organismes à but non lucratif, qui ne sont pas admissibles au programme de financement du Fonds Écoleader :

- les ordres professionnels;
- les organismes religieux;
- les organisations syndicales représentant des individus ou des clientèles autres que des entreprises;
- les partis politiques;
- les fondations publiques et privées au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada⁵;
- les associations étudiantes;
- les institutions privées d'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire.

Entreprise en démarrage : Entreprise constituée au cours des 3 années précédant le dépôt de la demande. Dans le cas d'une fusion, d'une scission ou d'une conversion, l'entreprise n'est pas considérée comme une entreprise en démarrage. **Afin de vérifier la viabilité financière d'une entreprise en démarrage, le Fonds Écoleader analyse systématiquement son plan d'affaires et son budget proforma.**

³ Office québécois de la langue française, [En ligne], http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?ld_Fiche=8357952, (consulté le 12-07-2019).

⁴ Pour ce faire, l'entreprise doit joindre à sa demande de subvention les formulaires d'auto-déclaration et de calcul des revenus autonomes se trouvant dans la trousse du demandeur sur le [site du Fonds Écoleader](#).

⁵ Les organismes de bienfaisance sont admissibles, sous réserve de respecter les critères d'une entreprise d'économie sociale.

Il est possible de vérifier le statut de fondation sur le site https://apps.cra-arc.gc.ca/ebci/hacc/srch/pub/dsplyBscSrch?request_locale=fr

Fonds publics : Sommes reçues d'un ministère, d'un organisme gouvernemental ou d'un autre organisme public, qu'il soit municipal, provincial ou fédéral, et sommes reçues de tout mandataire d'un ministère ou d'un organisme chargé d'administrer ou de gérer un programme d'aide financière. Les crédits d'impôts remboursables au fédéral ou au provincial sont aussi considérés comme des contributions issues de fonds publics.

5. DESCRIPTION DU VOLET 1 – ENTREPRISE

5.1 Objectif spécifique

Soutenir financièrement les projets d'éco-performance visant l'adoption de pratiques écoresponsables et de technologies propres au sein d'une entreprise prête à passer à l'action.

5.2 Clientèle admissible

Pour être admissible, le requérant doit :

- être une entreprise à but lucratif ou une entreprise d'économie sociale légalement constituée, enregistrée au Registraire des entreprises du Québec et incorporée en vertu d'une loi du gouvernement du Québec ou du Canada;
- avoir un établissement commercial au Québec.

Le FAQDD se réserve le droit de demander des informations supplémentaires sur le type d'incorporation du requérant, à des fins de vérification de son admissibilité.

5.3 Clientèle non admissible

Les clientèles suivantes ne sont pas admissibles :

- une entreprise détenue majoritairement par une entité municipale ou une société d'État (actionnaire majoritaire);
- **une entreprise individuelle (travailleur autonome);**
- **les syndicats de copropriétés, les associations et le groupement de personnes;**
- **les entreprises de services financiers et autres entreprises sous l'Autorité des marchés financiers, y compris les compagnies ou courtiers d'assurances et les sociétés de portefeuille;⁶**
- une entreprise constituée comme société en participation selon le Registraire des entreprises du Québec (REQ);
- une entreprise sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité;
- une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics au lien suivant : <https://rena.tresor.gouv.qc.ca/rena/>.

À noter

⁶ Les secteurs suivants sont sous l'Autorité des marchés financiers : Assurances et institutions de dépôt, Distribution de produits et services financiers, Encadrement de la distribution des produits et services financiers, Marché des valeurs mobilières, Indemnisation.

5.4 Projets admissibles

Pour être admissible, le projet d'entreprise doit viser :

- l'adoption d'une ou de plusieurs pratiques écoresponsables;
- la préparation à l'acquisition d'une ou de plusieurs technologies propres.

Plus particulièrement, il doit cadrer dans les catégories suivantes :

Pour les pratiques écoresponsables

- > La réalisation d'études et d'analyses ayant pour finalité l'adoption de pratiques écoresponsables, soit :
 - les diagnostics des pratiques actuelles de l'entreprise;
 - les caractérisations des matières résiduelles;
 - les analyses d'enjeux particuliers;
 - les analyses de cycle de vie;⁷
- > L'élaboration d'un plan d'action concret en pratiques écoresponsables, qui peut inclure:
 - la priorisation des actions retenues à mettre en place par l'entreprise;
 - des objectifs spécifiques, atteignables, mesurables avec des cibles concrètes dotées d'indicateur de performance;
 - la recherche de solution, la comparaison des options, l'évaluation des coûts;
 - les feuilles de route des étapes et actions à entreprendre;
 - les échéancier et les étapes à mettre en place pour l'implantation des pratiques écoresponsable;
- > L'accompagnement dans l'implantation de pratiques écoresponsables, soit :
 - le service-conseil et technique permettant à l'entreprise de mettre en place à court et à moyen termes les actions retenues;
 - la réalisation d'essais visant à valider de nouveaux outils et de nouvelles méthodes;
 - le développement d'outils stratégiques ou d'aide à la décision (s'ils ne constituent pas un projet en soi).

Pour la préparation à l'acquisition de technologies propres

Pour tout projet de technologie propre, la description des projets doit comprendre une étape visant **l'identification d'une technologie propre et d'au moins 2 fournisseurs potentiels différents ou une recommandation à cet effet**. Si la technologie est déjà identifiée, elle devra être nommée clairement dans la demande de financement.

- > La réalisation d'études et de plans d'action ayant pour finalité l'identification d'une technologie propre et l'acquisition éventuelle de cette dernière, soit :
 - les diagnostics et audits des pratiques, processus et des procédés actuels;
 - l'évaluation des occasions d'acquisition de technologies propres;
 - la désignation des barrières empêchant l'acquisition de technologies propres et des leviers d'implantation des technologies propres;
 - les études comparatives de différentes technologies propres;
 - les études techniques de préfaisabilité et de faisabilité;
 - les évaluations budgétaires.

⁷ Seulement si elles sont accompagnées d'un plan d'action qui vise l'amélioration de la performance environnementale du produit ou du service.

- > Les services d'accompagnement complémentaires à ceux déjà fournis dans le cadre des études et préalables à l'acquisition d'une technologie propre, soit :
 - le soutien technique visant à répondre à des questions particulières et à appuyer la prise de décisions, après avoir réalisé une étude;
 - la préparation d'outils d'aide à la décision (si elle ne constitue pas un projet en soi);
 - l'appui dans la recherche de fournisseurs de technologies propres, de mécanismes de financement et de sources d'approvisionnement, ainsi que dans la prise de contact avec ces fournisseurs;
 - l'analyse des besoins en vue de la rédaction d'un appel d'offres par l'entreprise participante.

Il est à noter qu'une demande peut viser à la fois l'adoption de pratiques écoresponsables et la préparation à l'adoption de technologies propres, tant que les montants maximaux par catégorie de projet sont respectés (voir section 5.9) et que les deux projets sont complémentaires.

5.5 Projets non admissibles

Un projet n'est pas admissible s'il :

- constitue un projet de recherche scientifique, de développement expérimental de connaissances et de documentation, et s'il n'est pas orienté vers la réalisation d'actions directes et concrètes;
- vise principalement l'information, la sensibilisation ou l'éducation;
- est axé sur la vente, la promotion ou la présence à des événements (foires, salons, congrès, etc.), incluant la promotion d'un produit, d'un service ou d'une technologie propre;
- vise le développement d'un nouveau produit, un nouveau service ou d'une nouvelle technologie propre⁸;
- vise uniquement le développement d'une formation ou d'un outil, ou la mise à jour d'une formation ou d'un outil existant;
- **vise la mise à jour d'une étude, d'une analyse, d'un plan d'action ou d'un projet déjà financé par le Fonds Écoleader;**
- est de nature ponctuelle et nécessite une aide financière récurrente;
- vise l'aide à la préparation d'un dossier pour l'obtention d'une certification environnementale reconnue ou son renouvellement⁹;
- **est axé sur une mesure d'atténuation d'impacts (p. ex. la compensation carbone)¹⁰;**
- est axé sur la mise en place d'une solution infonuagique;
- **vise des activités pour lesquelles l'entreprise possède les compétences internes nécessaires à sa réalisation;**
- vise à structurer un marché (surtout dans le cas d'une cohorte);
- **vise à élaborer une démarche qui ne prend pas en compte l'amélioration du bilan environnemental de l'entreprise¹¹;**
- vise à se conformer à une norme, à une loi ou à un règlement, qu'il soit municipal, provincial ou fédéral;
- vise la création d'une fondation ou la recherche de commandites;
- vise l'acquisition potentielle d'une technologie propre sans considérer au moins une technologie québécoise, sauf dans le cas où il n'existerait aucune technologie québécoise pouvant répondre au besoin;
- se réalise à l'extérieur du Québec.

À noter

⁸ Certains projets liés à l'écoconception d'un nouveau produit pourraient être admissibles, mais seulement dans la mesure où ils touchent des aspects précis de l'amélioration du bilan environnemental du projet, et non l'ensemble de son développement.

⁹ Le Fonds Écoleader ne finance pas l'obtention d'une certification environnementale ni la préparation du dossier de certification, mais il peut financer les projets d'implantation de pratiques d'affaires écoresponsables préalables visant l'amélioration du bilan environnemental de l'entreprise.

¹⁰ Pour être admissibles, les bilans d'émissions de gaz à effet de serre (GES) doivent être accompagnés d'un plan d'action concret visant la réduction des émissions par l'implantation de mesures adaptées au contexte spécifique de l'entreprise.

¹¹ Il est à noter que les démarches stratégiques ou globales touchent souvent des thématiques autres qu'environnementales, notamment des enjeux liés à la gouvernance. Afin de conserver l'objectif premier du Fonds Écoleader, ce type de projet pourrait être admissible dans la mesure où ils visent à identifier et à implanter des actions concrètes répondant à plusieurs enjeux environnementaux.

À noter

Les gestionnaires du Fonds Écoleader se réservent le droit de refuser tout projet s'ils considèrent que ce dernier ne respecte pas les objectifs du programme. Ils peuvent également changer le projet de thématique, au besoin. D'autre part, les gestionnaires peuvent référer le demandeur vers tout autre programme de financement jugé plus approprié pour la réalisation de son projet.

5.6 Durée du projet

Les projets réalisés devront être terminés en date du **31 décembre 2023**. Les documents justificatifs témoignant de la réalisation du projet (voir section 5.11) devront être envoyés le **29 février 2024** ou à une date antérieure et aucun délai ne pourra être accordé pour la remise du rapport final.

Une entreprise peut réaliser plus d'un projet simultanément, autant dans le volet 1 - Entreprise que dans le volet 2 - Cohorte d'entreprises, tant que le montant maximal accordé par le Fonds Écoleader par entreprise est respecté (voir section 5.9). Les gestionnaires du programme se réservent toutefois le droit de refuser un projet s'ils jugent que l'entreprise ne dispose pas des ressources nécessaires pour mener à bien le projet.

5.7 Fin de la période de dépôt de projets

Les demandes peuvent être transmises en continu. La période de dépôt de projets prendra fin le 30 novembre 2023, ou à l'épuisement de l'enveloppe du Fonds Écoleader.

5.8 Procédure de dépôt d'une demande d'aide financière

La confirmation du soutien d'un projet s'effectue comme suit :

1. Le requérant soumet une demande d'aide financière au FAQDD afin de déterminer l'admissibilité de son projet en présentant les documents suivants :
 - le formulaire de demande d'aide financière dûment rempli et signé par le signataire autorisé;
 - la soumission¹² reçue d'un expert¹³;
 - une preuve que le signataire est autorisé à signer et à agir au nom de l'entreprise, soit par le biais d'une résolution du conseil d'administration, soit par une lettre signée par un·e administrateur·rice inscrit·e au Registraire des entreprises du Québec. Cette preuve n'est pas requise dans le cas où le signataire occupe l'une des fonctions suivantes : directeur·rice général·e, président·e, vice-président·e.¹⁴;
 - **les informations financières suivantes pour les entreprises d'économie sociale et les entreprises en démarrage, soit ayant moins de 3 ans d'existence :**

ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

OBNL

Le formulaire d'auto-déclaration, le tableau du calcul des revenus autonomes et 2 années d'états financiers

Coopératives

Le tableau du calcul des revenus autonomes et 2 années d'états financiers

ENTREPRISES EN DÉMARRAGE

Peu importe le montant de l'aide financière demandé

Le plan d'affaires, incluant le budget proforma¹⁵

À noter

¹² L'entreprise doit se reporter au formulaire de demande d'aide financière pour connaître les renseignements précis devant être indiqués dans la soumission de l'expert.

¹³ Les organismes désirant agir comme experts auprès des entreprises doivent être inscrits au répertoire des experts sur le site du Fonds Écoleader. www.fondsecoleader.ca.

¹⁴ Il n'y a pas d'obligation à ce que la personne contact de l'entreprise soit également le signataire du projet, mais le signataire est responsable du projet en cas de défaut.

¹⁵ Le plan d'affaires permet de valider la viabilité financière de l'entreprise mais aussi de vérifier que le projet vise bel et bien l'amélioration des pratiques de l'entreprise et non pas son démarrage ou son développement.

- les lettres de confirmation de financement complémentaire, qu'il s'agisse d'un prêt ou d'une subvention, avec la confirmation de la provenance privée ou publique du financement (modèle disponible au www.fondsecoleader.ca).

Le FAQDD se réserve le droit de demander les états financiers d'une entreprise à but lucratif ou tout autre information afin d'approfondir l'analyse de sa demande, si la nature de celle-ci le nécessite.

2. Le FAQDD analyse l'admissibilité et la conformité du projet, avec l'appui d'Écotech Québec pour le volet concernant les technologies propres. Si la réponse du FAQDD confirme que le projet répond aux objectifs et aux critères du Fonds Écoleader, celui-ci peut être débuté. L'acceptation du financement du projet est associée à l'envoi d'une lettre de confirmation par le FAQDD. Une convention est ensuite signée entre ce dernier et le demandeur.

Les demandes admissibles doivent répondre aux critères suivants :

- Cohérence et pertinence de la solution proposée
 - clarté de la problématique;
 - justification du projet;
 - planification judicieuse du projet (échancier, budget, choix de l'expert, etc.).
- Garantie de réalisation
 - capacité de l'entreprise à encadrer et à assurer la réalisation du projet;
 - détermination du financement complémentaire;
 - choix adéquat d'un expert pour accompagner l'entreprise.
- Retombées potentielles du projet (voir la section 7. Retombées potentielles des projets).
 - objectifs environnementaux (obligatoire, l'entreprise doit démontrer dès le départ que le projet vise des retombées environnementales significatives);
 - co-bénéfices socio-économiques et de gouvernance (recommandé).
- Efficience du projet
 - évaluer l'adéquation entre la problématique décrite, les retombées souhaitées et le coût du projet.

5.9 Aide financière

À noter

Une entreprise peut réaliser plus d'un projet en simultané dans le cadre du programme, autant dans le volet 1 - Entreprise que dans le volet 2 - Cohorte d'entreprises, jusqu'à concurrence de 100 000 \$ d'aide financière provenant du Fonds Écoleader. Toutefois, l'entreprise devra faire la preuve que chaque projet diffère dans sa nature, ses objectifs, ses activités et ses retombées.¹⁶

Plus spécifiquement, l'aide financière maximale par projet est de 40 000 \$ pour les projets visant l'adoption de pratiques écoresponsables et de 60 000 \$ pour les projets visant la préparation à l'adoption de technologies propres. L'aide financière accordée ne peut excéder 75 % des dépenses admissibles.

La part de la contribution privée devra correspondre à au moins 25 % du coût total des dépenses admissibles.

Une exception est applicable pour les démarches globales de développement durable. L'aide financière maximale pour ce type de projet est de 30 000\$ et ne pourra excéder 50 % des dépenses admissibles.

L'aide financière peut être cumulée avec celle de programmes complémentaires offerts par des ministères ou organismes gouvernementaux (municipaux, provinciaux ou fédéraux). Toutefois, l'aide financière du Fonds Écoleader ne peut être combinée à une aide financière provenant d'un autre programme du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) et la contribution totale de fonds publics au projet ne doit pas dépasser 75 % des dépenses admissibles. De plus, pour les projets liés à des enjeux énergétiques, les aides financières de Transition énergétique Québec et du Fonds Écoleader ne sont pas cumulables. Finalement, les crédits d'impôts remboursables au fédéral ou au provincial sont considérés comme des contributions issues de fonds publics et doivent être considérés et identifiés dans le montage financier des demandes.

À la fin d'un projet, le Fonds Écoleader se réserve le droit de réajuster le montant de l'aide financière en fonction du déploiement du projet, par exemple, si un projet coûte moins cher que prévu, qu'une mesure doit être mise de côté, etc. Toutefois, l'aide financière annoncée étant maximale, il n'est pas possible d'augmenter ce montant à la suite de la signature d'une entente, et ce, même si les coûts de mise en œuvre du projet augmentent, que des mesures supplémentaires sont proposées, etc.

Les trois tableaux suivants présentent l'aide financière maximale par entreprise et par catégorie de projet :

Pour l'adoption de pratiques d'affaires écoresponsables

CATÉGORIES D'ACTIVITÉS DU PROJET	MONTANTS
La réalisation d'études ayant pour finalité l'adoption de pratiques écoresponsables	20 000 \$
L'élaboration de plans d'action concrets en pratiques écoresponsables	10 000 \$
L'accompagnement dans l'implantation de pratiques écoresponsables	10 000 \$
Maximum par entreprise	40 000 \$

¹⁶ Les activités ou les actions ayant été financées une première fois ne seront plus considérées admissibles dans le cas d'un nouveau dépôt. Le FAQDD se réserve le droit d'en juger au regard des livrables et des activités prévus dans le premier projet déposé.

Pour les démarches globales de développement durable

CATÉGORIES D'ACTIVITÉS DU PROJET	MONTANTS
La réalisation d'études en développement durable	10 000 \$
L'élaboration de plans d'action concrets en développement durable	10 000 \$
L'accompagnement dans l'implantation de mesures globales de développement durable	10 000 \$
Maximum par entreprise	30 000 \$

Pour la préparation à l'acquisition de technologies propres

CATÉGORIES D'ACTIVITÉS DU PROJET	MONTANTS
La réalisation d'études et de plans d'action ayant pour finalité l'acquisition potentielle d'une technologie propre	45 000 \$
L'accompagnement complémentaire à celui déjà fourni dans le cadre des études et préalable à l'acquisition d'une technologie propre	15 000 \$
Maximum par entreprise	60 000 \$

Une entreprise peut présenter une demande englobant plus d'une catégorie de projet, en pratiques écoresponsables et/ou en technologies propres, tant que les montants maximaux par catégorie et par entreprise sont respectés.

5.10 Dépenses admissibles et non admissibles

Seuls les services externes facturés peuvent être reconnus comme des dépenses admissibles.

Les **dépenses admissibles** comprennent :

- les honoraires professionnels : services spécialisés, conception, documentation, études techniques et commerciales. **Un maximum de 200\$/h sera admissible.** Si le taux horaire de votre projet est supérieur à ce montant, le FAQDD se verra dans l'obligation de réviser le coût des dépenses admissibles du projet en accordant un taux horaire de 200\$/h maximal.
- les frais de déplacement et de séjour liés à la réalisation du projet;
 - dans tous les cas, à moins de circonstances exceptionnelles, l'approche retenue doit démontrer un souci d'économie dans le respect des barèmes actuellement en vigueur au gouvernement, tels qu'ils sont décrits dans la « Directive sur les frais remboursables lors d'un déplacement et autres frais inhérents », document produit par le Secrétariat du Conseil du trésor du gouvernement du Québec (https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/secretariat/Directive_frais_remboursables.pdf). Le FAQDD se réserve le droit d'exiger les pièces justificatives au besoin.
- les frais de formation peuvent être inclus dans chaque catégorie de projet, pour un montant maximal représentant 10 % du coût total du projet.
- les frais de matériel pour la réalisation d'analyses et la mise en place des pratiques écoresponsables peuvent être inclus dans chaque catégorie de projet, pour un montant maximal représentant 10 % du coût total du projet.
- **les frais de communication peuvent être inclus dans la catégorie Accompagnement seulement, pour un montant maximal représentant 10 % du coût de cette catégorie.**
- les honoraires d'un sous-traitant non inscrit au répertoire des experts du Fonds Écoleader sont admissibles jusqu'à concurrence de 10 % du coût total du projet.

Les **dépenses non admissibles** comprennent :

- les dépenses liées à la recherche scientifique, le développement expérimental de connaissances et la documentation;
- les dépenses issues des contributions humaines et matérielles pour lesquelles vous ne pouvez pas fournir de factures;
- les dépenses effectuées **avant la date de dépôt du projet au Fonds Écoleader**, incluant les dépenses pour lesquelles l'entreprise a pris des engagements contractuels avant cette date;
- les dépenses d'immobilisation (terrain, bâtiment, équipement de production, etc.) et d'amortissement;
- les commandites en biens et services;
- les frais de fonctionnement de l'entreprise (dont notamment les frais de bureau, de secrétariat, d'administration, de télécommunication et de communication, incluant les logiciels et les coûts d'abonnement à des plateformes);
- le service de la dette, le remboursement des emprunts à venir, une perte en capital ou un remplacement de capital, un paiement ou un montant déboursé à titre de capital;
- **les frais liés à la mise à niveau pour se conformer aux normes, aux lois et aux règlements;**
- **les frais liés à rédaction d'une demande de financement;**
- les frais d'inscription à un programme de reconnaissance ou à une certification environnementale ou sociale;
- les frais liés aux mesures de compensation carbone et à l'achat de crédits carbone;
- les taxes applicables au Québec (vente, droit de douane, etc.);
- les frais juridiques;
- les frais reliés à des activités non liées au projet.

5.11 Versement de l'aide financière

Les projets recevront un premier versement de 50 % de l'aide financière accordée lors de la signature de l'entente et un deuxième versement de 50 % à la suite de la validation, par le FAQDD, de la réalisation du projet.¹⁷

Comme les versements se font par virements bancaires, le demandeur doit fournir, lors de la signature de la convention, un spécimen de chèque avec le nom et l'adresse courriel de la personne responsable des paiements.

Le versement de l'aide financière finale est conditionnel à la réception, à l'analyse et à l'acceptation des documents justificatifs suivants, témoignant de la réalisation du projet :

- un rapport final commentant la réalisation du projet et l'atteinte des objectifs et un rapport sur le relevé des dépenses acquittées à l'égard de la période de réalisation du projet. Ces rapports sont fournis en annexes de la convention d'aide financière et doivent faire état des retombées concrètes du projet (voir la section 7. Retombées potentielles des projets);
- les copies des factures, avec preuve de paiement (chèque recto-verso encaissé ou tout autre document jugé recevable), démontrant la réalisation du mandat;
- les livrables du projet (p. ex. le rapport de l'expert engagé ou, pour tout projet d'accompagnement, un résumé de l'accompagnement reçu par l'expert);
- tout autre document pertinent et utile à la compréhension du projet.

À noter

Afin de répondre aux objectifs du programme, le FAQDD portera une attention particulière aux retombées du projet, notamment en ce qui concerne la compétitivité des entreprises et les retombées environnementales. Ces documents justificatifs devront donc faire état des retombées, en précisant si elles sont réelles ou estimées.

¹⁷ Pour les projets de grande envergure, stratégique ou présentant un risque d'abandon après l'étape de l'étude, un versement intermédiaire peut être mis en place et serait octroyé selon l'état d'avancement du projet. Le second versement est conditionnel à l'acceptation du rapport sur le relevé des dépenses engagées et acquittées depuis le début du projet. Le gabarit de rapport est fourni en annexe de la convention d'aide financière.

À noter

Note sur la qualité des rapports

Les entreprises doivent s'assurer que les livrables rendus par l'expert sont conformes à l'offre de service pour laquelle une convention de financement a été signée avec le Fonds Écoleader. Tous les livrables indiqués dans cette offre de service doivent être produits et vous être remis.

Dans le cas où le rapport final ne respecterait pas ces exigences, le FAQDD se réserve le droit de réduire le montant de subvention accordée, ou de demander un remboursement.

D'autre part, le FAQDD sera attentif à la qualité et à la précision des rapports remis par l'expert (voir la liste des éléments requis par catégorie d'activité, section 5.4). Dans le cadre du programme, votre expert doit fournir un service personnalisé et des analyses spécifiques à votre contexte d'entreprise, afin de répondre à des enjeux concrets.

6. ASSISTANCE AU DÉPÔT D'UN PROJET

Les entreprises ou organismes qui souhaitent déposer un projet sont invités à communiquer avec le conseiller ou la conseillère du Fonds Écoleader [de leur région](#) pour toutes questions relatives au présent cadre normatif. Les conseiller(e)s assisteront les organismes en les informant des facteurs permettant de déposer un projet qui cadre avec les critères et les objectifs du programme.

Le formulaire à compléter se trouve sur le site du Fonds Écoleader à la section [Obtenir du financement](#). **Une fois complet, l'entreprise doit cliquer sur "envoyer" pour officialiser le dépôt de sa demande.** Elle recevra un accusé réception.

7. RETOMBÉES POTENTIELLES DES PROJETS

Cette liste non exhaustive présente des exemples de retombées pouvant découler des projets. Elle est présentée à titre indicatif.

RETOMBÉES ENVIRONNEMENTALES

Gestion des GES

- › Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)

Gestion de l'eau

- › Réduction de la consommation d'eau potable
- › Amélioration de la qualité de l'eau rejetée

Gestion de l'énergie

- › Réduction de la consommation énergétique
- › Réduction de la consommation de combustibles fossiles
- › Augmentation de la consommation d'énergie renouvelable
- › Production d'énergie renouvelable

Gestion des matières résiduelles

- › Réduction du volume de matières résiduelles destinées à l'enfouissement
- › Augmentation de l'utilisation de matières recyclées ou valorisées

Approvisionnement responsable

- › Intégration d'une stratégie d'approvisionnement responsable ou local
- › Augmentation de l'attribution de contrats sur la base de critères environnementaux
- › Réduction de l'utilisation de matières premières
- › Achat de produits cultivés ou de matériaux fabriqués au Québec

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Investissement en développement durable

- › Investissement prévu en développement durable à la suite du projet

Innovation

- › Obtention d'une subvention pour poursuivre le projet
- › Projet novateur ou distinctif pour la région

Compétitivité, augmentation de la production et rentabilité

- › Réduction des coûts d'opération grâce au projet réalisé au Fonds Écoleader
- › Augmentation du chiffre d'affaires

- › Mise en place d'un avantage comparatif à la suite du projet
- › Adaptation à la crise du Covid-19

RETOMBÉES SOCIALES

Emploi

- › Création d'emplois
- › Amélioration des conditions de travail
- › Développement de nouvelles compétences internes

Équité

- › Amélioration de l'équité salariale dans l'entreprise
- › Intégration d'une politique d'inclusivité ou de diversité

Impact sur le développement local

- › Amélioration de l'impact social des activités de l'entreprise (p. ex. : sur les clients, investisseurs, employés, entreprises)

RETOMBÉES DE GOUVERNANCE

Éthique organisationnelle

- › Modification de la culture de l'entreprise (valeurs, mission, vision, objectifs)
- › Élaboration d'une stratégie de communication ou de marketing inclusive

Direction et administration

- › Création d'un comité de développement durable
- › Participation accrue des employés et de la direction dans l'adoption de pratiques d'affaires écoresponsables ou de technologies propres
- › Implication des parties prenantes dans la mise en place d'un plan, d'une politique ou d'une stratégie de développement durable
- › Adoption d'une politique ou d'un plan de développement durable (DD) ou d'une démarche de responsabilité sociale des entreprises (RSE)

Stratégie de l'organisation

- › Intégration du développement durable au sein du modèle ou des stratégies d'affaires de l'entreprise
- › Amélioration de l'image de marque